



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de l'administration et de la modernisation

Direction des Immeubles et de la logistique

Mission France

MARCHÉ N°MEAE_25062_DIL_MOE_CADN :

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE (MOE)

**POUR LES TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT 1 DU
CENTRE DES ARCHIVES DIPLOMATIQUE DE NANTES
SITUE 17 RUE DU CASTERNEAU A NANTES (44).**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MAÎTRISE D'OUVRAGE

(MOA)

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

Immeuble SPALLIS

2 Rue Michel Faraday

93200 Saint-Denis

France

SOMMAIRE

1	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	Objet.....	4
1.2	Lieux d'exécution.....	4
1.3	Allotissement et décomposition.....	4
1.4	Procédure.....	4
1.5	Durée.....	4
2	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
3	ETENDUE ET DELAIS DE LA REALISATION DES MISSIONS.....	7
3.1	Éléments de la mission de maîtrise d'œuvre	7
3.2	Délai de remise des documents de la personne publique.....	7
3.3	En phase travaux.....	8
4	INTERLOCUTEURS	9
4.1	Représentation de la personne publique	9
4.2	Représentation du titulaire.....	9
5	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
5.1	Responsabilité.....	10
5.2	Obligation de résultats.....	10
5.3	Obligation d'information et de conseil.....	10
5.4	Confidentialité et secret des affaires.....	11
5.5	Destruction des données.....	12
5.6	Socle de sécurité.....	12
5.7	Contrôle d'accès sur les sites	14
5.8	Obligations du titulaire à l'égard de son personnel.....	15
5.9	Respect du bon fonctionnement du service public	15
6	Exécution de prestations similaires	15
7	DIVERSITE - Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	16
8	Considérations environnementales.....	16
8.1	Support des livrables	16
8.2	Suivi des prestations et échanges.....	17
9	Traitement de données à caractère personnel.....	17
10	Remunération du maître d'œuvre	18
10.1	Forfait de rémunération.....	18
10.2	Caractère provisoire de la rémunération	18

10.3	Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif.....	19
10.4	Seuil de tolérance.....	20
11	Modalités de révision des prix.....	22
12	Pénalités.....	23
13	Modalités de règlement	24
13.1	Avance.....	24
13.2	Acompte.....	24
13.3	Intérêts moratoires.....	25
14	Facturation.....	26
2)	Mode service ou API (Application Programming Interface).....	28
3)	Mode EDI (Echange de données informatisées)	28
15	Clause de réexamen.....	29
16	Résiliation	30
17	DISPOSITIONS DIVERSES.....	31
17.1	Sous-traitance	31
17.2	Assurances	31
17.3	Changement de statut en cours d'exécution.....	32
17.4	Obligations administratives	32
17.5	Propriété intellectuelle.....	33
17.6	Langue	33
17.7	Différends	33
17.8	Litiges et contentieux	34
18	Dérogations au CCAG-MOE.....	34

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET

Le présent marché a pour objet des prestations de mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du bâtiment 1 du Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN).

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre au sens du Livre IV du Code de la Commande Publique.

1.2 LIEUX D'EXECUTION

Le lieu d'exécution du présent marché est le bâtiment 1 du Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (CADN) situé au 17 rue du Casterneau à Nantes (44000).

1.3 ALLOTISSEMENT ET DECOMPOSITION

Le présent marché ne fait l'objet d'aucun allotissement, l'objet du contrat ne permettant pas l'identification de prestations distinctes (L.2113-10 CCP).

La mission de maîtrise d'œuvre n'est pas décomposée en tranches.

1.4 PROCEDURE

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée ouverte au regard des articles L.2124-1, R.2124-1 et R.2124-2 1 et suivants du CCP.

1.5 DUREE

Le présent marché est conclu pour une durée **prévisionnelle** de 48 mois, à compter de sa notification, dont une période ferme de 24 mois. Il est tacitement reconductible deux (2) fois par période de 12 mois. Le titulaire ne peut s'opposer à sa reconduction.

En cas de non reconduction du marché, la décision fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire, par courrier électronique ou postal avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du présent marché.

Sans préjudice de l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande et les ordres de services peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

En tout état de cause, la mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées. L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de la maîtrise d'ouvrage.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement (GPA) de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux.

2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - o Annexe1 : Engagement de confidentialité ;
 - o Annexe 2 : la convention d'interchange Ediflex
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le programme de l'opération et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3 ETENDUE ET DELAIS DE LA REALISATION DES MISSIONS

3.1 ELEMENTS DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre tout ou partie des éléments de mission suivants :

○ **Eléments de la mission de base :**

APS	Etudes d'avant-projet sommaire
APD	Etudes d'avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT / DCE	Assistance pour la passation du contrat de travaux, y compris Dossier de consultation des entreprises
DET	Direction de l'exécution des travaux
VISA	Visa des études d'exécution
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

○ **Eléments de missions complémentaires :**

➤ MC1 : Les études de diagnostic (**DIAG**)

Les attendus sont détaillés aux articles 4 et suivants du CCTP.

3.2 DELAI DE REMISE DES DOCUMENTS DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Missions	Désignation de la mission	Point de départ	Délai plafond
DIAG	Etudes de diagnostic	A la notification du marché	6 semaines
APS	Etudes de projet d'avant-projet sommaire	Notification par OS du lancement de l'élément de mission	6 semaines
APD	Etudes d'avant-projet définitif	Notification par OS du lancement de l'élément de mission	6 semaines
PRO	Etudes de projet	Notification par OS du lancement de l'élément de mission	3 semaines

ACT	Elaboration du DCE	Notification par OS du lancement de l'élément de mission	2 semaines
	Rapport d'analyse des offres	Réception des offres des soumissionnaires aux marchés de travaux	2 semaines
VISA	Visa des études d'exécution et de synthèse établies par les entreprises	Remise des études d'exécution par les titulaires des marchés de travaux	1 semaine
AOR	Assistance lors des opérations de réception	Demande de réception des titulaires des marchés travaux	2 semaines

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut refus d'acceptation du document d'études. Le délai de validation administrative est de 15 jours à compter de la réception des documents pour le maître d'ouvrage.

Le délai de transmission d'un livrable à réviser, quel qu'en soit sa nature, présentant les reprises exigées par le représentant de la maîtrise d'ouvrage ou ses partenaires, devra être fourni sous un délai de **5 jours ouvrés**.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 250 € par jour calendaire de retard sans mise en demeure préalable, transmise par tout moyen permettant de déterminer une date certaine de réception (LR/AR ou télécopie ou envoi dématérialisé dédié), par le maître d'ouvrage.

3.3 EN PHASE TRAVAUX

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-Travaux, dans le cadre de la mission DET, le maître d'œuvre est chargé de proposer au maître d'ouvrage tous les ordres de service à destination des titulaires des marchés de travaux.

Les ordres de service sont signés et notifiés par le maître d'œuvre, à l'exception des OS ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique qui doivent être préalablement validés par la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'œuvre informe immédiatement la maîtrise d'ouvrage de tout OS notifié.

4 INTERLOCUTEURS

4.1 REPRESENTATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Dès la notification du marché, la personne publique désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la personne publique en cours d'exécution. La personne publique notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

4.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

5.1 RESPONSABILITE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations et s'engage strictement respecter les délais, coûts et niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance des contraintes du site sur lequel il intervient et de tous les éléments relations avec l'exécution des prestations et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécutions et sujétions.

En conséquence, le titulaire doit solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'intervenir sur site.

5.2 OBLIGATION DE RESULTATS

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats. En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de cette obligation, le titulaire s'expose aux pénalités prévues.

5.3 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Dans ce cadre, il est soumis à un devoir de conseil.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecterait pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

5.4 CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire respecte les clauses de l'engagement de confidentialité signé à la remise de son offre et listé en document contractuel dans l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution Du marché sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du cadre du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La personne publique peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été communiqués.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents soumis au secret des affaires puissent être divulgués par la personne publique à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

La personne publique s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

La personne publique informe le titulaire par écrit 15 (quinze) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

5.5 DESTRUCTION DES DONNEES

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

5.6 SOCLE DE SECURITE

Le socle de sécurité de base, défini ci-dessous, doit être considéré comme étant le minimum requis en termes de principes à suivre et de règles à appliquer dans la gestion des données informatiques nécessaires à l'exécution des prestations. Selon le niveau d'exposition d'un événement et la nature des menaces identifiées, ce socle de base peut être complété par des mesures spécifiques destinées réduire la probabilité d'occurrence et les impacts de ces menaces spécifiques.

Les principes directeurs de ce socle de sécurité sont les suivants :

- La maîtrise de l'information ;
- La maîtrise des accès ;
- La sauvegarde des données ;
- Les mises à jour des logiciels utilisés ;
- Autres dispositifs de protection.

La maîtrise de l'information passe par le respect des mesures suivantes :

- Lorsqu'un ordinateur portable est utilisé, les informations doivent être chiffrées sur le disque à l'aide d'un dispositif de type BitLocker ou équivalent. Les clés USB et les disques amovibles utilisés doivent disposer d'un dispositif équivalent ;
- Le recours à des espaces de stockage de documents sur le cloud est conditionné à des garanties de confidentialité équivalentes aux dispositifs de stockage ci-dessus ;
- Les messageries utilisées doivent être des messageries d'entreprise, les messageries Gmail, Yahoo ou équivalent sont à proscrire. L'activation du protocole TLS 1.2 minimum est obligatoire. Un logiciel antivirus est également indispensable pour contrôler les messages ainsi que les pièces jointes.

- La diffusion des informations sensibles doit être limitée uniquement aux personnes ayant besoin d'en connaître.

La maîtrise des accès nécessite :

- L'existence d'une politique de gestion des accès décrite et appliquée ; des revues devront être réalisées régulièrement ;
- Des mots de passe à 10 à 12 caractères aléatoires incluant majuscule, minuscule et caractères spéciaux, un changement des mots de passe tous les 3 mois ainsi que l'usage d'un coffre-fort de type KeePass ou équivalent ;
- Le recours à une authentification multifacteur pour tout accès à des bases de données contenant des données sensibles et/ou un volume important de données à caractère personnel (Exemple : la base d'accréditation des participants, journalistes ou personnel technique ...) ;
- L'ensemble des mots de passe par défaut des logiciels utilisés doit être impérativement changé (Base de données, système d'exploitation, interface d'administration des équipements) par des mots de passe résistants aux attaques par force brute.

La sauvegarde des données :

- Les sauvegardes doivent être réalisées régulièrement à la fréquence suffisante pour éviter des processus de re-saisie de données longs, exigeant des délais incompatibles avec le planning. La fréquence doit être élevée et les supports régulièrement testés. Les supports de sauvegarde utilisés doivent impérativement être stockés dans des locaux sécurisés différents afin de ne jamais perdre les contenus des postes de travail et les sauvegardes en même temps ;
- Si les données sauvegardées contiennent des données à caractère personnel et/ou sensibles, alors les sauvegardes doivent être chiffrées ;
- La durée de conservation des données doit être obligatoirement définie lors de la préparation des événements et respectée par le titulaire.

Les mises à jour des systèmes d'information :

- Les systèmes d'exploitation des serveurs et des postes de travail doivent être régulièrement mis à jour, ainsi que les composants (base de données, serveur http, proxy et tout autre logiciel nécessaire au SI) ;
- Les correctifs, liés à des failles de sécurité, diffusés par les éditeurs doivent être impérativement appliqués. Si un risque élevé de

dysfonctionnement existe lors de l'application d'un correctif, le prestataire doit informer immédiatement la Maîtrise d'ouvrage et proposer des mesures compensatoires destinées à limiter fortement la probabilité et les impacts subis si la faille de sécurité était exploitée.

Autres dispositifs de protection :

- Des pare-feux doivent être installés sur chaque poste de travail et sur les serveurs, aucun flux n'est autorisé par défaut, ils doivent être explicitement autorisés ;
- Les accès Internet ne doivent en aucun cas être réalisés à partir d'un compte ayant un privilège Admin ;
- Un accès VPN ne doit pas être utilisé en simultané avec un accès direct sur Internet depuis le poste de travail ;
- L'usage des clés USB doit être limité et le contenu contrôlé, l'utilisation d'une station blanche est recommandée pour s'assurer que les fichiers ne contiennent pas des virus ou autres malwares lorsque l'origine de la clé n'est pas maîtrisée.

En outre, le partage de documents via des plateformes non sécurisées est proscrite.

5.7 CONTROLE D'ACCES SUR LES SITES

Afin de pouvoir agréer les personnels proposés par le titulaire, la personne publique, fait procéder à une enquête administrative par ses services de sécurité. A ce titre, le titulaire est tenu de lui fournir, préalablement à leur intervention, une liste des personnels chargés de l'exécution de la prestation, avec indication :

- des noms, prénoms, dates et lieux de naissance des intervenants.
- des modèles, marques et immatriculations des véhicules et engins devant accéder au site

A la suite de l'enquête administrative, la personne publique communique au titulaire les noms des personnes autorisées à intervenir et des engins autorisés à accéder au site.

Pour les personnels qui n'auraient pas reçus les accréditations nécessaires, le titulaire s'engage, sur demande écrite de la personne publique qui n'a pas à être motivée, à proposer dans les plus brefs délais, un personnel de remplacement.

Ces changements éventuels n'ont aucune incidence sur le montant des prestations.

La personne publique pourra, si nécessaire, attribuer au personnel du titulaire un badge d'accès lui permettant de circuler uniquement dans les zones autorisées.

Le titulaire s'assure que son personnel dispose des papiers d'identité en règle afin de les présenter aux gardes de sécurité chargés des accès et de la protection des sites.

5.8 OBLIGATIONS DU TITULAIRE A L'ÉGARD DE SON PERSONNEL

Le titulaire rémunère son personnel et règle les charges sociales, fiscales et autres charges afférentes. Il souscrit les assurances nécessaires pour garantir son personnel contre les accidents du travail, l'invalidité et le décès.

Les soins médicaux et chirurgicaux, les frais d'hospitalisation et tous les frais annexes, quelle qu'en soit l'origine, sont à la charge exclusive du titulaire.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son personnel dans le cadre de l'exécution des prestations. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour la personne publique ou les tiers.

5.9 RESPECT DU BON FONCTIONNEMENT DU SERVICE PUBLIC

Le titulaire ne doit pas contrevenir au bon fonctionnement du service public. A cet égard, il veille à adopter une attitude exemplaire en parfaite adéquation avec l'image du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

6 EXECUTION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du Code de la commande publique le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

7 DIVERSITE - EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Le MEAE souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le MEAE s'engage pour la prévention des discriminations, la diversité et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il met en œuvre, dans ce cadre, un plan d'action en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, un dispositif de « Tolérance zéro » vis-à-vis de toute discrimination, harcèlement moral comme sexuel, violence sexuelle et agissement sexiste, ainsi que des mesures visant notamment à promouvoir l'insertion des personnes en situation de handicap.

Il s'inscrit dans le cadre dans la démarche de labellisation « Diversité » et « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » de l'AFNOR.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire :

- D'actualiser à chaque date anniversaire du marché le questionnaire initialement transmis après l'attribution du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement ;
- Un bilan des actions menées dans le domaine de la prévention des discriminations, six mois avant l'échéance contractuelle, pour les marchés dont la durée est d'au moins trois ans et dont le montant est supérieur à 50 000 € HT.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur, qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation.

Le questionnaire et le bilan mentionnés ci-dessus sont complétés par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition par l'Administration gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

8 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

8.1 SUPPORT DES LIVRABLES

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur, qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et seulement à la demande de l'acheteur sur supports en papier.

Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible).

En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et noir et blanc est privilégié.

De plus les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

8.2 SUIVI DES PRESTATIONS ET ECHANGES

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc).

Conformément à l'article 5 du cahier des clauses techniques particulières, le représentant du pouvoir adjudicateur porte une attention particulière sur le traitement et l'évacuation des déchets amiantés qui feront l'objet de prescriptions rigoureuses dans le cadre du chantier. L'attention sera portée sur le tri, la valorisation et l'impact environnemental global du chantier.

9 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et entré en application le 25 mai 2018.

Les dispositions relatives au traitement de données à caractère personnel sont précisées dans l'annexe I « traitement de données à caractère personnel ».

10 REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE

10.1 FORFAIT DE REMUNERATION

Les prestations sont réglées à prix forfaitaires sur la base de l'annexe financière transmise par le Titulaire et comprenant les éléments de missions détaillés par le CCTP et le CCAP. Le prix du contrat est traité à :

- **prix forfaitaires provisoires pour les éléments de mission de base**
- **prix fermes et définitifs pour les éléments de missions complémentaires**

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

10.2 CARACTERE PROVISOIRE DE LA REMUNERATION

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP ;

- Programme et ses annexes ;
- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixés par le maître d'ouvrage ;
- Éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- Continuité du déroulement de l'opération ;
- Coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre ;
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Frais nécessaires à l'exécution des prestations.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique.

10.3 FIXATION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET DU FORFAIT DEFINITIF

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux (CPT).

Afin d'établir le cout prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet définitif distingue :

- le Cout des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- le Cout des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- le Cout des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de 15 jours suivants la validation des études d'avant-projet définitif.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Montant définitif de la rémunération du MOE = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (EDC) x taux de rémunération

Le taux de rémunération du titulaire est indiqué à l'acte d'engagement.

10.4 SEUIL DE TOLERANCE

- **Par rapport au coût prévisionnel des travaux**

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le cout prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le cout cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%

Seuil de tolérance = CPT hors taxes x 1.05

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage a la faculté de mettre en œuvre les articles 17.7 et 17.8 du présent CCAP régissant les différends et les litiges.

- **Par rapport au coût total définitif des travaux**

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux (CMT). Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

Le coût total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif (CTD) de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant de modifications initiées par le maître d'ouvrage entraînant une modification de programme ou des modifications qui s'imposent du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux.

Seuil de tolérance = CMT hors taxes x 1,05

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (CTD - seuil de tolérance) x [2 x (Forfait définitif de rémunération / cout prévisionnel des travaux)]

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la

rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

11 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base du **mois de la remise de l'offre, appelé "mois zéro" (mars 2026)**.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix correspond à l'indice suivant : ING - Ingénierie - Base 2010- INSEE

En cas de passation d'un avenant, par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-MOE, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant.

La révision des prix est mise en œuvre annuellement à la date anniversaire du marché (date de notification du marché). Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse par application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_0 \times [0.15 + 0.85 \times (ING_n / ING_0)]$$

P_n : prix actualisé HT

P_0 : prix initial HT

ING_n : valeur de l'indice INSEE, connu à la date de révision

ING_0 : même indice en valeur de base du marché au mois M0

Le titulaire fait parvenir à la personne publique, pour accord, ses demandes de variation des prix (à la hausse comme à la baisse) avec les nouveaux prix révisés au moins 1 mois avant la date anniversaire du marché. En l'absence de demande de révision du prix 1 mois avant la date anniversaire du marché, aucune révision n'est applicable.

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

En cas d'arrêt de l'indice prévu dans la formule de révision, les parties se réfèrent à la nouvelle série équivalente. En l'absence de série équivalente, les parties conviennent par voie d'avenant d'un nouvel indice de révision, le plus proche de l'objet du marché.

La maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché lorsque la variation des prix excède de plus de 10% le prix du marché initial.

12 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire.

Les montants des pénalités dérogent aux articles 16.2 et suivants du CCAG-MOE relatifs aux pénalités.

Le montant des pénalités est indiqué en montant hors taxes.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation de la maîtrise d'ouvrage sans mise en demeure préalable.

Nature	Délais	Occurrence	Montant
Retard dans la remise des livrables détaillés au CCTP	A.3.2 CCAP	Journalière	500€

Retard dans la remise des ordres de service signés	5 jours ouvrés	Journalière	250€
Retard vérification des projets de décompte et décompte final	5 jours calendaires à compter de la mise à disposition	Journalière	100€
Absence aux réunions de chantier	Absence constatée	Forfaitaire	500€
Non-respect des dispositions environnementales	Manquement constatée	Forfaitaire	150€
Instruction des mémoires en réclamation	15 jours d'instruction	Journalière	100€

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

13 MODALITES DE REGLEMENT

13.1 AVANCE

Une avance est versée au titulaire et à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct conformément à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

13.2 ACOMPTE

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement ainsi que détaillé à l'article 14 du présent CCAP.

Mission	Exigibilité de l'acompte	
DIAG	70% à la remise du dossier	
	30% à l'admission du maître d'ouvrage	
APS	70% à la remise du dossier	
	30% à l'admission du maître d'ouvrage	
APD	70% à la remise du dossier	
	30% à l'admission du maître d'ouvrage	
PRO	70% à la remise du dossier	
	30% à l'admission du maître d'ouvrage	
ACT	50% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	
	30% à la remise du rapport d'analyse des offres	
	20% après la mise au point des marchés de travaux	
VISA	Au prorata de l'avancement de la mission	
DET	95% $\frac{DET}{n}$	n étant le nombre de mois correspondant au délai d'exécution des marchés de travaux, y compris la période de préparation
	5% en proportion des montants des décomptes généraux et définitif des entrepreneurs.	
AOR	50 % à compter de la date d'effet de la réception 25% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception 10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre 10% à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises 5% à l'issue de l'année de parfait achèvement	

13.3 INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours.

La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total

du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses de révision et pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas d'erreur dans la facturation imputable au titulaire, celui-ci en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai global de paiement est suspendu à compter de la réception de la lettre informant le titulaire du rejet de la facture jusqu'à réception d'une nouvelle facture par le service facturier.

Si, du fait du titulaire (adresse incomplète ou non conforme...), les demandes de paiement parviennent à un autre service, la date de réception prise en compte comme point de départ du délai global de paiement est celle de la réception effective de la facture par le service gestionnaire avéré.

14 FACTURATION

○ Monnaie

L'unité de monnaie qui s'applique est l'Euro.

○ Taux de TVA

Sont applicables les taux en vigueur lors de fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA :

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (art 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code général des impôts.

○ **Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

○ **Mentions obligatoires**

les factures doivent indiquer les mentions suivantes :

- Les nom et adresse du Titulaire ;
 - La référence du marché ;
 - Le numéro du marché (numéro d'engagement juridique Chorus du marché) ;
 - La période concernée pour les prestations à paiement partiel ;
 - La description ou les références es prestations exécutées ;
 - La référence et les quantités des unités d'œuvre ;
 - La date d'émission de la facture ;
 - La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Le montant HT et TTC des prestations exécutées ; le taux et le montant de la TVA
- En cas de révision des prix :
 - Les prix initiaux à la date de la commande ;
 - Le coefficient de révision ;
 - Les prix révisés

○ **Transmission des factures**

La transmission des factures ainsi que les règlements des comptes des titulaires, à l'exception du décompte général définitif, seront effectuées en utilisant le système d'échanges de données informatiques.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

○ **Adresse de facturation**

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué en utilisant le système d'échanges de données informatiques EDIFLEX suivant la description figurant dans la convention d'interchange Ediflex jointe en annexe 2 du présent CCAP.

L'usage du système EDIFLEX dispensera le titulaire d'effectuer l'envoi postal de la facture au service facturier du maître d'ouvrage, et l'envoi électronique via le portail Chorus, cela dans l'objectif d'accélérer le processus de validation et de paiement.

15 CLAUSE DE REEXAMEN

Le Titulaire veille impérativement à ce que les prestations qu'il réalise au titre du marché respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur et applicables au présent marché.

Par application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, pendant la durée du marché, dans l'hypothèse d'une évolution de ces prescriptions que des parties diligentes ne pouvaient prévoir à la date de notification du marché, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière substantielle les conditions d'exécution, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette évolution.

Les Parties conviennent qu'il pourra y avoir réexamen des termes du présent marché dans les cas listés ci-après, cette liste étant limitative :

- D'un commun accord entre les Parties à la suite d'une demande formulée par l'une d'entre elles au regard de besoins nécessaires mais non prévus au programme ;
- En cas de modification des délais, notamment de modification des calendriers de réalisation ou des délais d'exécution, les Parties peuvent convenir de nouveaux délais sans incidence financière par ordre de service ;
- Des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix ;

- En cas de modification des conditions légales ou réglementaires produisant ses effets pendant la durée du Contrat et conduisant à une modification substantielle de l'économie générale de celui-ci ;
- En cas de nécessité d'adaptation des pénalités telles que prévues au marché ;
- Changement de Titulaire à la suite d'une fusion, scissions, absorption, rachats, modification d'un groupement d'entreprises, restructuration, cession ou disparition avec reprise par un opérateur tiers.

Toute révision devra être précédée de la production par le Titulaire des justificatifs nécessaires. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser la mise en œuvre de la clause de réexamen. En toute hypothèse, les modifications ne peuvent porter atteinte à la nature globale du marché et aux principes de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur peut, unilatéralement, rectifier les erreurs matérielles affectant les pièces contractuelles ainsi que modifier les formules de révision en cas de disparition d'indices.

16 RESILIATION

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG-MOE.

En complément des cas prévus, la personne publique peut résilier le marché pour faute du titulaire, sans indemnité ni mise en demeure préalable, pour les cas suivants :

- En cas de manquement aux impératifs de sécurité, de confidentialité et de protection des données listés dans les documents contractuels ou données dans les instructions liées à la mission ;
- En cas d'utilisation et notamment de publication non autorisée des résultats ;
- Et pour tout autre inexécution du contrat qui n'auraient pas été prévues dans les dispositions supra.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité n'est consentie au Titulaire.

En cas de résiliation pour faute du Titulaire, aucune indemnité n'est consentie au Titulaire.

17 DISPOSITIONS DIVERSES

17.1 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-MOE, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations à condition d'avoir obtenu **préalablement**, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance ([DC4](#)).

Le formulaire dûment complété par le sous-traitant et le Titulaire doit être accompagné des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :

- Extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- RIB ;
- Assurances définies à l'article 17.2 du présent CCAP.

La sous-traitance totale est interdite.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie l'acte de sous-traitance au maître d'œuvre qui en communique une copie à son ou ses sous-traitants.

17.2 ASSURANCES

Avant la notification du marché, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Les assurances attendues sont celles prévues par l'article 9.1 du CCAG MOE :

- Assurance responsabilité civile professionnelle
- Assurance responsabilité civile décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

17.3 CHANGEMENT DE STATUT EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement des prestations doivent être notifiées à la personne publique.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

17.4 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire met à disposition tous les 6 (six) mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;

- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si la personne publique en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du marchés (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

17.5 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tous les résultats du marché sont la propriété exclusive de la personne publique. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit sur les résultats élaborés durant l'exécution du présent marché.

La personne publique peut néanmoins autoriser le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, certains résultats créés dans le cadre du marché. Cette autorisation se fait au cas par cas après demande du titulaire, et ne peut concerner des informations protégées.

En cas d'utilisation non autorisée des résultats, la personne publique peut résilier le contrat avec le titulaire concerné pour faute.

17.6 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire à la personne publique doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

17.7 DIFFERENDS

La personne publique et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

Si, à l'occasion de l'interprétation des stipulations du présent marché ou de l'exécution des prestations objet du marché, un différend survient entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, il est fait application des dispositions prévues à l'article 35 du CCAG-MOE relatif au règlement des différends entre les parties.

En cas de différend, la personne publique et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

17.8 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est soumis au droit français.

En cas de litige et d'échec des tentatives de règlement amiable, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le pouvoir adjudicateur, soit le Tribunal Administratif de Paris.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Paris - 7 Rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04 - Tél : 01 44 59 44 00 - Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé du rôle de médiateur est le Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics - 5 Rue Leblanc - 75911 PARIS CEDEX 1.

18 DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Nature de la dérogation	Articles du CCAP	Articles CCAG
Pièces contractuelles	2	3.4
Rémunération	10	10.2
Pénalités	3.2 et 12	16

Modalités de révision des prix	11	10.2
Sous-traitance	17.1	3.6